

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 22 MAI 2001

N° 285 PRIX 4 FF



LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN DE

BON A ATTENDRE DU NOUVEAU

GOUVERNEMENT

SOMMAIRE AU VERSO

## S O M M A I R E

## é d i t o r i a l

Page 2  
Editorial

Page 4  
Côte d'Ivoire: le  
gouvernement se pré-  
pare à une nouvelle  
austérité contre les  
classes laborieuses

Page 6  
Tchad: des candidats  
ayant tous participé  
à la dictature ou  
l'ont soutenu

Page 7  
Des morts victimes  
des trafiquants et du  
système capitaliste

Page 8  
Nations Unies: une  
conférence de plus  
sur la souffrance du  
Tiers-monde

ABONNEMENT  
FRANCE:

1 an : 85 FF  
Le paiement se fait  
uniquement en liquide  
ou en timbres-postes  
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais  
uniquement en cou-  
pons-réponses inter-  
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 -CLICHY Cedex

SENEGAL

**LES TRAVAILLEURS N'ONT  
RIEN DE BON A ATTENDRE  
DU NOUVEAU GOUVERNEMENT**

Les élections législatives du 29 avril dernier se sont soldées par une large victoire de la "coalition du Sopi" conduite par le PDS, le parti de Wade. Sur les 120 sièges de l'Assemblée, 89 sont remportés par les partisans du président, 11 pour l'AFP de Moustapha Niasse (ancien baron du PS et ex-premier ministre de Wade limogé quelques semaines avant les élections). Le parti dit "Socialiste" de Diouf, après avoir régné en maître depuis quarante années, sous différentes appellations, s'est effondré en n'ayant que 10 élus. Même dans les fiefs réputés imprenables des "barons" du PS ont été battus. C'est le cas par exemple à Bakel de Cheikh Cissoko, ex-président de l'Assemblée nationale et ex-ministre. Ces messieurs se sont tellement engraisés par les détournements des fonds publics et par la corruption qu'ils ont eu du mal à convaincre les gens de voter encore une fois pour eux.

Cependant, ce ne fut pas la ruée vers le PDS comme le présente la presse. Avec moins d'un million d'électeurs (soit moins de 50% des suffrages exprimés et une minorité comparée à la population sénégalaise en âge de voter) la coalition pro-Wade a raflé près de 65% des sièges. Ce décalage entre le nombre de sièges remportés et le pourcentage de voix obtenu est dû au mode de scrutin favorisant le parti obtenant le plus de voix. Sur les 120 députés, 55 étaient choisis sur une "liste nationale à la représentation proportionnelle" et les 65 autres sur la base d'un "scrutin majoritaire à un tour" dans les 30 départements.

Mais si tout de même une grande partie de ceux qui ont voté a choisi le camp du PDS, c'est en partie dû au chantage électoral qu'avait exercé Wade. Il a avait en effet joué sur le fait qu'il avait besoin d'avoir une majorité parlementaire pour réaliser ce qu'il avait promis durant la campagne présidentielle, à savoir du travail pour les jeunes. Un certain nombre de travailleurs et de jeunes l'ont cru sur parole. Mais c'est sûr qu'ils

vont être déçus. Car Wade, pas plus que Diouf ou Senghor, n'est en mesure de répondre aux aspirations des jeunes chômeurs ni aux revendications des travailleurs sur l'amélioration de leurs conditions d'existence.

Tous les politiciens qui se sont succédé depuis l'indépendance au sommet de l'Etat sénégalais ont été d'abord et avant tout au service de l'impérialisme français. Wade a déjà participé en tant que ministre à deux gouvernements sous Diouf. Il a déjà fait la preuve de sa servilité à l'égard des intérêts des capitalistes.

Quelques jours après la publication des résultats électoraux, le nouveau gouvernement est mis en place. Mame Madior Boye, l'ancienne première ministre se succède à elle même. La plupart des anciens ministres ont retrouvé leur fauteuil, quelques nouvelles têtes ont fait leur apparition.

Les travailleurs quant à eux, n'ont rien à attendre du nouveau gouvernement, pas plus qu'ils n'en attendaient des précédents. Les seuls changements sur lesquels ils peuvent espérer sont ceux qu'ils seront capables d'imposer par leurs luttes.

### SENEGAL

#### **WADE FAIT DU SENGHORISME A SA MANIERE**

Abdoulaye Wade a paraît-il, un "plan" pour donner du travail à la jeunesse. Mais de concret pour le moment, et probablement jusqu'à la fin de son mandat, il n'a que le nom: c'est le "Plan oméga". Celui-ci consiste en gros à faire des projets de grands travaux comme la construction des routes à travers le pays ou à la réparation de la plupart d'entre elles qui sont en piteux état. Mais où donc se trouve l'argent nécessaire pour réaliser ces projets ? Là il n'y a pas de réponse. Il espère tout simplement que les bailleurs de fonds vont ouvrir leurs caisses pour ses beaux yeux! En réalité ce plan n'est que

du pipeau, histoire de dire aux jeunes qui veulent bien croire aux promesses de Wade que lui a l'intention de les aider mais que c'est l'argent qui fait défaut.

Il y a au moins une chose de commun entre Senghor et Wade: c'est le verbiage. Pour faire son intéressant le premier prenait un malin plaisir à utiliser des mots compliqués sortant de l'ordinaire pour bien montrer au peuple que lui, un agrégé de grammaire, ne parlait pas la langue de tout le monde. Wade, lui aussi aime les mots et les discours bien ronflants qui font d'autant plus de mousse qu'il n'y a rien derrière.

COTE D'IVOIRE**LE GOUVERNEMENT SE PREPARE A UNE  
NOUVELLE AUSTERITE CONTRE LES  
CLASSES LABORIEUSES**

L'Etat ivoirien serait menacé d'"asphyxie", au "bord de la banqueroute", en "situation de quasi-cessation de paiement". C'est tout au moins ce qu'on peut lire dans la presse. Le fait même que jusqu'ici le gouvernement de Gbagbo ait réussi tant bien que mal à décaisser tous les mois une somme de 50 milliards de francs CFA pour la solde des militaires et des fonctionnaires est déjà présenté comme une "prouesse". Les caisses de l'Etat sont vides. L'Etat a une immense ardoise d'arriérés de dettes impayées : 220 milliards de F CFA aux créanciers du Club de Paris; 100 milliards de F CFA à la BAD; 108 milliards pour les créanciers locaux. Il lui faudrait au minimum une somme de 600 milliards de F CFA pour boucler le budget de la seule année 2001.

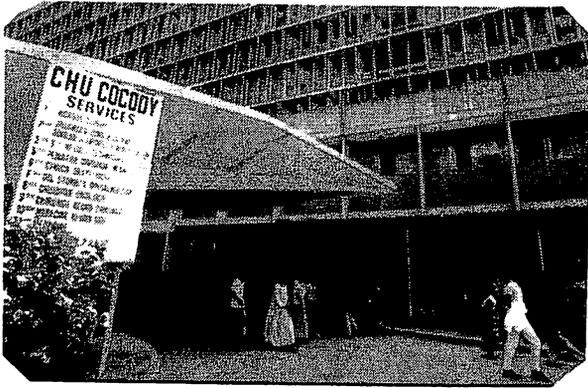
Les prix du café et du cacao, principales sources de devises du pays sont au plus bas dans le marché mondial. C'est ainsi qu'entre le début de 1998 et la fin 2000, le prix du café a chuté de 58% et celui du cacao de 44%. En l'an 2000 l'économie ivoirienne a connu un taux de croissance négatif (-2%). La crise économique a empiré du fait de l'instabilité politique. Selon les chiffres avancés par des publications économiques, l'activité dans les BTP (Bâtiments et Travaux Publics) aurait chuté de 60% entre janvier et juillet de l'an 2000 et de 25% dans les assurances. Durant l'année 2000, l'activité industrielle a reculé de 9,2%, les industries agro-alimentaires de 10,1%, le commerce de 5,7% et les services de 7,8%. Tous les secteurs économiques ont été touchés par cette récession.

Ce sont, en premier, les classes laborieuses qui en souffrent le plus par la diminution des

emplois salariés, le chômage technique, ou le chômage tout court dans les grandes entreprises, par les bas prix d'achat du café et du cacao aux petits paysans, etc... La diminution des recettes de l'Etat se traduit par l'aggravation de l'insalubrité dans les quartiers populaires, par encore plus de délabrement dans les hôpitaux et les dispensaires, par une détérioration encore plus grande des écoles publiques... La misère qui était déjà dramatique pour une grande majorité de la population s'est aggravée encore plus au cours de la dernière période.

Pour faire rentrer un peu plus d'argent dans ses caisses, le gouvernement de Gbagbo n'a fait qu'imiter ses prédécesseurs, à savoir : prendre dans les poches des plus démunis. C'est ainsi que des produits qui jusqu'ici étaient exonérés de TVA sont désormais taxés. Il est question d'augmenter une fois de plus le prix du carburant. Ce qui se traduira comme précédemment par l'augmentation du prix des transports et des marchandises. Et pour montrer qu'il sait inviter les riches à mettre un peu la main à la poche, le ministre des finances a dit qu'il allait renforcer le contrôle de la fiscalité et qu'il va faire la chasse aux entreprises qui ne payent pas d'impôts. C'est ainsi qu'au mois de janvier dernier, le ministre des finances lui-même aurait fait une "descente" dans les locaux des deux frères Hyjazi (hommes d'affaires franco-libanais, propriétaires entre autres d'Induschimie et des magasins Prima). Ces deux hommes d'affaires sont accusés d'avoir commis une énorme fraude fiscale de près de 100 milliards de F CFA. L'un a été arrêté et l'autre a pris la fuite. Une autre société, la SICOR (Société ivoirienne de coco râpé),

appartenant également à un Libanais serait sous "saisie-exécution" car depuis 1997, elle doit 11 milliards de F CFA à titre d'impôts impayés. C'est ainsi qu'on apprend presque fortuitement que trois individus,



### Manque cruel de médicaments

grands propriétaires d'entreprises, doivent près de 111 milliards de F CFA à l'Etat. A qui ont-ils jusqu'ici graissé la patte pour passer entre les mailles du fisc? Avec une somme pareille, combien de médicaments aurait-on pu acheter pour sauver des vies humaines dans les hôpitaux publics qui en manquent cruellement? Combien d'enfants aurait-on pu scolariser? Mais combien d'autres entreprises peut-être encore plus puissantes ne payent pas d'impôts? Combien de centaines de milliards se sont-ils de la sorte évaporés en toute impunité des recettes de l'Etat?

Mais le fait même que le gouvernement parle de l'éventualité de faire la chasse aux fraudeurs du fisc a suffi pour qu'il y ait un lever de boucliers dans les milieux patronaux. Un banquier déclare que : "la démarche du gouvernement est plus que discutable. Il est en train de jeter le bébé avec l'eau du bain... Les personnes mises en cause finiront peut-être par payer mais elles n'oublieront pas l'humiliation subie". Un patron français localement installé y est allé lui aussi de son couplet : "la campagne d'assainissement actuelle n'est pas de nature à rassurer les investisseurs. Elle ne fait

qu'exacerber la psychose de l'insécurité juridique ambiante. Pour les nouvelles autorités, l'entrepreneur, quelles que soient son origine et son activité, est d'abord un fraudeur potentiel." La tournée qu'ont effectuée le 25 avril dernier à Abidjan, Laurent Fabius et Charles Josselin respectivement ministres de l'économie et de la coopération du gouvernement français avait peut-être pour but de mettre les pendules à l'heure pour que les nouveaux dirigeants ivoiriens n'aillent pas fourrer leur nez dans les affaires des milieux patronaux français.

Que va donc faire Gbagbo pour renflouer les caisses de l'Etat? Il a demandé de nouveaux prêts financiers auprès des bailleurs de fonds du FMI mais ceux-ci exigent d'abord le paiement des arriérés assortis d'un certain nombre de mesures et de garanties. Quant à l'Union Européenne, elle a demandé avant toute aide un délai d'observation de trois mois durant lequel les dirigeants ivoiriens devraient montrer leur "volonté de revenir, concrètement, au respect de l'Etat de droit et des libertés fondamentales". Soit, en d'autres termes, qu'Allassane Ouattara soit rétabli dans ses droits et que les partisans du RDR encore en prison soient libérés. Quant aux dirigeants français, ils ont demandé que le gouvernement ivoirien soit d'abord en conformité avec les vœux de l'Union Européenne. En attendant cela, la France a accordé un prêt de 5,1 milliard au titre de la coopération, soit une goutte d'eau comparée aux besoins de l'Etat Ivoirien.

C'est donc sous la pression des bailleurs de fonds et surtout de l'Union Européenne que Gbagbo, après avoir traité Ouattara et les militants du RDR de tous les noms, après avoir exacerbé les sentiments xénophobes à leur égard, se dit maintenant prêt à mettre sur pied des "forums de réconciliation nationale". Tant mieux si au lieu de

mettre de l'huile sur le feu entre les populations de diverses origines ethniques et géographiques, les dirigeants cherchent maintenant à apaiser les esprits et retrouver les chemins de la paix entre toutes les ethnies. Mais le sang versé ne s'effacera pas aussi facilement de la mémoire de ceux qui en ont souffert.

Ce qui est sûr, c'est que la situation de la classe laborieuse risque de connaître une nouvelle aggravation. Car le gouvernement de Gbagbo, même s'il se dit "socialis-

te" est avant tout soucieux des intérêts des classes riches. Pour faire rentrer l'argent dans les caisses de l'Etat, il va imposer des sacrifices supplémentaires aux travailleurs, aux petits paysans et plus généralement à toutes les couches les plus pauvres du pays. Mais les travailleurs, s'ils se montrent combatifs, s'ils s'organisent collectivement pour préparer la riposte, pourront se défendre et imposer une autre politique à l'opposé de celle des dirigeants à la solde des possédants.

### LES ELECTIONS AU TCHAD

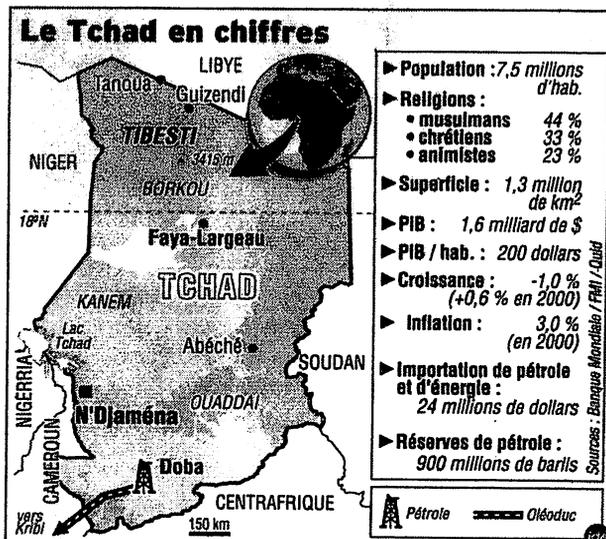
#### **DES CANDIDATS AYANT TOUS PARTICIPE A LA DICTATURE OU L'ONT SOUTENU**

Le 20 mai dernier, environ 4,5 millions d'électeurs recensés sur les 8,2 millions d'habitants sont appelés à voter pour élire le président de la république. Six

battre le président sortant Idriss Déby, usé par onze années de pouvoir dictatorial.

A vrai dire, ces six candidats partis à l'assaut de la mangeoire ne sont pas des nouveaux. Ce sont des opposants à la manière de Wade du Sénégal: tantôt dans le gouvernement quand cela les arrange, tantôt dans l'opposition quand ils sentent le vent tourner ou quand ils sont balayés par un remaniement ministériel.

Le cas le plus récent est celui de Ibni Oumar jusque là ministre sous le régime de Déby. Il vient de claquer la porte, en mars, pour se porter candidat. Quant aux autres, la plupart étaient également ministres ou Premiers ministres dans le gouvernement de Déby. Il s'agit notamment de Kamougué, Kebzabo, et Kassiré.



candidats dits de l'opposition étaient en lice pour essayer de

Tous ces candidats-là ont, en tant que tels, soutenu, de loin ou de près, le régime de Déby qui règne sur le pays par la terreur et la répression. Ils n'ont pas levé le petit doigt pour dénoncer les massacres des populations dans le

Sud, ou les exactions commises sur celles du Nord par les agents de Déby. Et pour cause : bouche qui mange ne parle pas.

Maintenant qu'ils se trouvent dans l'opposition, ils osent critiquer la politique du régime de Déby qu'ils avaient eux-mêmes soutenu par leur participation au gouvernement. Ce n'est évidemment que pure hypocrisie pour gagner des voix.

Quant à Yorongar, le candidat fédéraliste, s'il n'a pas été ministre ou eu de poste important sous Déby, il n'est guère mieux que les cinq autres. En revanche il ne mâche pas ses mots lorsqu'il faut critiquer le régime de Déby. C'est ce qui lui a valu d'être jeté un moment en prison. Sous le régime du sinistre Habré, (dernièrement poursuivi par la justice au Sénégal pour "crimes et tortures"), Yorongar était l'un de ses émissaires. Par son silence, il avait couvert les pires atrocités du régime contre les populations tchadiennes. Idriss Déby

qu'il fustige aujourd'hui, était le bras droit et l'exécuteur des basses oeuvres de Hissein Habré. Pendant ce temps là, Yorongar était trop occupé à "brouter".

Tous ces opposants sont d'accord sur une chose : Déby doit partir, il a trop duré. Pour cela, ces partis se sont regroupés au sein d'un "collectif". Ils se sont protestations. Quand on voit comment même ici dans l'immigration les votes ont été truqués d'une manière aussi ostensible, on imagine ce que devait être l'honnêteté du décomptage aux fins fonds du Tibesti ou dans un village perdu du sud.

Au moment où nous écrivons, les résultats des votes ne sont pas encore connus. Si les dispositifs de fraudes mis en place par le régime marchent, Déby peut remporter les élections. Mais si l'un des candidats de l'"opposition" l'emporte, ce ne sera guère mieux pour les travailleurs et les paysans pauvres. Car aucun d'eux ne représente leurs intérêts.

## **DES MORTS VICTIMES DES TRAFIQUANTS ET DU SYSTEME CAPITALISTE .**

Ces jours derniers, on nous annonce que 140 personnes sont mortes de soif dans le désert au sud de la Libye. Selon les autorités nigériennes, les victimes sont des personnes qui tentaient leur chance pour chercher du travail ailleurs.

En partant de Niamey au Niger, environ 165 personnes, de diverses nationalités ouest-africaines, ont pris le camion d'un passeur pour aller clandestinement en Libye ou émigrer en Europe. C'est en cours de route que le camion est tombé en panne, et faute de secours, 140 sont mortes et 25 rescapées.

Malheureusement ce n'est pas un cas unique. Récemment encore, 86 Somaliens on connu le même sort.

Partis clandestinement de la Somalie pour aller en Arabie Saoudite ou au Yémen, le bateau sur lequel ils ont embarqué est tombé en panne en pleine mer. L'équipage les a obligés à sauter à la mer, et ils sont morts noyés. Ceux qui refusaient ont été abattus.

Voilà ce que nous réserve le système capitaliste. En dominant le monde, il a transformé les pays du Tiers-Monde en un vaste chantier d'exploitation et d'exportation de matières premières. Pour avoir la mainmise sur les richesses de ces pays-là, les grandes puissances ont mis en place des régimes qui sont entièrement à leur solde. Les grandes puissances comme les dirigeants locaux se moquent

complètement des conditions de vie des populations. L'économie des pays d'Afrique ne répond pas du tout aux besoins des classes pauvres. Plus la domination perdure plus la misère s'approfondit. Et dans ces conditions une, partie des populations cherche de plus en plus à quitter leur pays pour chercher du travail là où il y en a. C'est en fait une immigration permanente des populations des pays pauvres vers les

moins pauvres, vers l'Europe ou l'Amérique du Nord.

Pour fuir la misère, bien des travailleurs tombent entre les mains des trafiquants au risque de leur vie. Alors les responsables de cette situation font mine de se scandaliser ou de s'attrister quand il arrive des accidents aboutissant à des morts comme ces derniers jours.

### NATIONS UNIES

#### **UNE CONFERENCE DE PLUS SUR LA SOUFFRANCE DU TIERS-MONDE**

Lors de l'ouverture de cette conférence à Bruxelles, le 14 mai (la troisième du genre en 20 ans), Kofi Annan le secrétaire général de l'ONU a déploré que "la liste des PMA (pays les moins avancés) s'est allongée". Selon les critères de l'ONU, il y avait 25 PMA en 1971 contre 49 aujourd'hui, dont 34 pays d'Afrique. Le président français Chirac présent lors de l'ouverture de cette "grand-messe" n'a pas été avare en déclarations de bons sentiments. Il a parlé d'une "mondialisation de la solidarité". D'autres dirigeants européens ainsi que le président de la Banque mondiale se sont également exprimés dans le même sens. Comme d'habitude dans ce genre de réunion, ils ont évoqué pour la énième fois un renoncement au recouvrement d'une partie de la dette du tiers-monde. Ils étaient tous d'accord cependant qu'ils ne feraient pas de "chèque en blanc" pour autant et que l'aide, si aide il y a, se ferait selon des critères de "bonne gouvernance".

Les responsables des grandes puissances ne peuvent pas nier que d'année en année les conditions de vie dans les pays pauvres ne cessent de s'aggraver et l'écart avec les pays riches de s'accroître. Le creusement de ce fossé ne fait que traduire le pillage permanent des économies des pays les plus pauvres

par les multinationales des pays impérialistes. Les énormes bénéfices réalisés par les trusts ne sont pas



#### **Le capitalisme produit de plus en plus de misère**

réinvestis dans les économies locales, mais dans les grandes banques des pays riches. Ce transfert a même été aggravé durant les 30 dernières années, c'est-à-dire depuis la crise mondiale du système capitaliste. C'est depuis le début des années 70 que les grandes banques et le FMI ont incité nos dictateurs à emprunter. Ces sommes ont servi en partie à acheter des armes pour mâter la population. Elles ont servi aussi à satisfaire

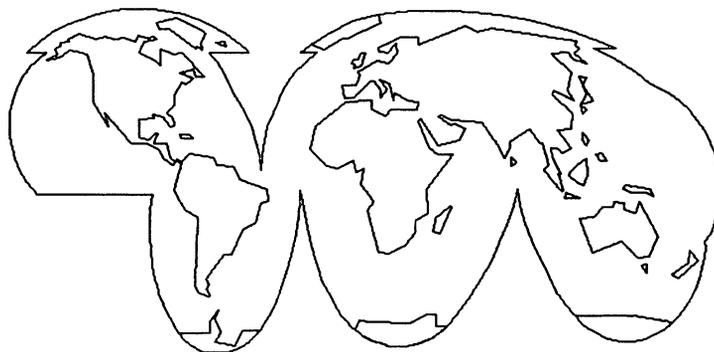
la mégalomanie des dirigeants ou leur frénésie de prestige.

Dans le même temps cette crise a fait que les prix des matières premières produites par les pays pauvres ont chuté sur le marché mondial.

Alors, même si les pays riches faisaient un petit geste en annulant quelques dettes ( ce qui n'est pas du tout le cas en ce moment) cela ne supprimerait pas pour autant

l'endettement. Les pays pauvres continueraient à emprunter, ne serait-ce que parce que les classes dirigeantes locales continueraient à vouloir détourner une partie des sommes à leur profit. La situation désastreuse des masses exploitées des pays du tiers-monde est la conséquence directe de la barbarie vers laquelle le capitalisme mène le monde. Il n'y a rien de bon à attendre des apitoiements et des discours hypocrites des grands de ce monde.

**TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**



**UNISSONS-NOUS !**

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.